



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **23 OCT. 2012**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMIOUN  
☎ : 04 72 61 37 81  
✉ : ghislaine.bensemoun@rhone.gouv.fr

## ARRETE COMPLEMENTAIRE

**actualisant les prescriptions réglementant  
les activités de la société PERRIGAULT  
ZAC Les Gouchoux à SAINT-JEAN-D'ARDIERES**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3, R 512-31 et R 512-45 ;
- VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R.512-45 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

*J.L.*

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société PERRIGAULT dans son établissement situé ZAC Les Gouchoux à SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

VU le bilan de fonctionnement remis le 28 avril 2011 par la société PERRIGAULT pour son établissement de SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

VU le rapport en date du 28 août 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 25 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que la société PERRIGAULT exerce, sur son site de SAINT-JEAN-D'ARDIERES, une activité de traitement chimique et de galvanisation des métaux relevant des rubriques 2565 et 2567 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT, de ce fait, que l'établissement de SAINT-JEAN-D'ARDIERES exploité par la société PERRIGAULT est assujéti aux dispositions de l'article R 512-45 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié visé ci-dessus ;

CONSIDERANT qu'il ressort, notamment, de l'analyse du bilan de fonctionnement que :

- le volume total des bains de traitement est passé de 264 700 litres à 288 900 litres,
- les rejets atmosphériques sont traités, soit par lavage de gaz, soit par filtre à manches, dispositifs cités comme MTD dans les BREFs,
- l'exploitant n'utilise plus ni acide fluorhydrique, ni acide cyanhydrique dans ses bains,
- les effluents en provenance de l'atelier de traitements de surfaces sont traités par une station d'épuration physico-chimique et l'eau ainsi décantée réalimente le process ; le site est donc maintenant en rejet « zéro » ;

CONSIDERANT que la modification apportée aux installations de traitement de l'établissement, à savoir une augmentation de 24,2 m³ du volume des bains, ne revêt pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés par le site ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu :

- d'accuser réception du bilan de fonctionnement transmis le 28 avril 2011 par la société PERRIGAULT,
- de mettre à jour le tableau des activités exploitées dans l'enceinte de l'établissement compte tenu des changements induits par la modification de la nomenclature intervenue par décret du 13 avril 2010,
- de compléter et actualiser les prescriptions réglementant l'établissement afin, notamment, de prendre en compte les techniques actuellement mises en œuvre sur le site pour améliorer ses performances environnementales et rendre applicable à l'établissement les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Il est accusé réception du bilan de fonctionnement de l'établissement situé ZAC Les Gouchoux à SAINT-JEAN-D'ARDIERES, transmis le 28 avril 2011 par la société PERRIGAULT.

#### **ARTICLE 2 :**

Le tableau des activités classées, exercées par la société PERRIGAULT dans l'enceinte de l'établissement de SAINT-JEAN-D'ARDIERES, figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 susvisé est remplacé par celui de l'annexe 1 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3 :**

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 précité relative à l'air est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 :**

L'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 visé ci-dessus relative à l'eau est remplacée par l'annexe 4 du présent arrêté.

## ARTICLE 5 :

Le paragraphe 1.4 de l'article 1er, « Dispositions Administratives », de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 susvisé est remplacé par le paragraphe suivant :

### "1.4 - Incidents ou accidents

#### *Déclaration et rapport*

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident lui est transmis par l'exploitant. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées."

## ARTICLE 6 :

Le paragraphe 1.5 de l'article 1er, « Dispositions administratives », de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 précité est remplacé par le paragraphe suivant :

### "1.5 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R.512-39-2 à R.512-39-6, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- ▲ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- ▲ des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- ▲ la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- ▲ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent paragraphe."

## ARTICLE 7 :

Les dispositions du paragraphe 4.4.3, "Eaux industrielles résiduaires", de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 visé ci-dessus sont modifiées comme suit :

"Les installations de traitement sont conçues pour fonctionner "zéro rejet". Les rejets d'effluents industriels au milieu naturel ou au réseau communal sont interdits."

## **ARTICLE 8 :**

Le paragraphe 4.6.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 susvisé est abrogé.

## **ARTICLE 9 :**

Les dispositions du paragraphe 5, « Déchets », de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 précité sont remplacées par les dispositions suivantes :

### **"5. - Déchets**

#### **5.1 - Principes de gestion**

##### **5.1.1 - Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

##### **5.1.2 - Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-196 à R.543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

### **5.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **5.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

### **5.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

### **5.1.6 - Transport**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

### **5.1.7 - Emballages industriels**

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 et R.543-74 du code de l'environnement portant application des articles L.541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatifs, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages."

## **ARTICLE 10 :**

Le titre du paragraphe 1, "Atelier de traitement de surface", de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 susvisé est remplacé par le titre "Installations de galvanisation".

## ARTICLE 11 :

Il est rajouté à l'article 3, prescriptions techniques particulières applicables à certaines installations, de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 un paragraphe 2 ainsi rédigé :

### « 2. - Atelier de traitements de surfaces

#### 2.1. - Généralités

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### 2.2. - Implantation - Aménagement

##### 2.2.1. - Dispositions constructions

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.

##### 2.2.2. - Rétentions

###### 2.2.2.1. - Dispositions générales

Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...).

Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être munis fermés.

Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme des déchets.

#### 2.2.2.2. - Stockages

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ▲ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- ▲ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- ▲ la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;
- ▲ dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;
- ▲ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.

#### 2.2.2.3. - Cuves, chaînes de traitement et stockages

Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ▲ 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- ▲ 50 % de la capacité totale des cuves associées.



Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

#### **2.2.2.4. - Chargement et déchargement**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

#### **2.2.3. - Canalisations**

Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine. Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.

L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des acides, des bases, des substances ou préparations toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

#### **2.2.4. - Bassin de confinement**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.

En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

## **2.3. - Dispositions générales d'exploitation**

### **2.3.1. - Généralités**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage, ...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation des matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **2.3.2. - Réserves**

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, notamment résines échangeuses d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH.

### **2.3.3. - Consignes**

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation.

Elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

## **2.4. - Prévention de la pollution des eaux**

### **2.4.1. - Généralités**

Les bains usés, les rinçages morts et d'une manière générale les eaux résiduelles polluées constituent des déchets qui sont éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et doivent satisfaire aux dispositions définies à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2001 ;

### **2.4.2. - Vannes d'arrêt d'urgence**

L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.

### **2.4.3. - Protection des réseaux d'égouts**

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

### **2.4.4. - Consommation maximale d'eau**

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- ▲ les eaux de rinçage ;
- ▲ les vidanges de cuves de rinçage ;
- ▲ les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- ▲ les vidanges des cuves de traitement ;
- ▲ les eaux de lavage des sols ;
- ▲ les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- ▲ les eaux de refroidissement ;
- ▲ les eaux pluviales ;
- ▲ les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité.

Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

## **2.5. - Prévention de la pollution atmosphérique**

### *Captations des vapeurs*

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'annexe 3 de l'arrêté du 25 juillet 2000 modifié.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

## **2.6. - Surveillance**

### *Surveillance des rejets dans l'air*

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'annexe 3 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. »

#### ARTICLE 12 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-JEAN-D'ARDIERES, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 13 :

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

**ARTICLE 14 :**

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-JEAN-D'ARDIERES, chargé de l'affichage prescrit à l'article 12 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 OCT. 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID

# ANNEXE 1

Tableau des activités autorisées

Désignation et références des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime A, E ou D
<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) supérieur à 1500 l</p>	Volume des bains : 288,9 m <sup>3</sup>	2565.2.a	A
Métaux (galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu	Volume de la cuve : 37 m <sup>3</sup>	2567	A

Pour le Préfet,  
 Vu l'arrêté ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
 Préfectoral du

Isabelle DAVID  
 LE PRÉFET,

23 OCT. 2012

## ANNEXE 3

### Air

#### 1. Valeurs limites et surveillance des émissions :

##### 1.1 : installations de traitements de surfaces (conduit n°1) :

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
	Concentration (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux en g/h	
Acidité totale, exprimée en H <sup>+</sup>	0,5	30	annuelle
Alcalins, exprimés en OH <sup>-</sup>	10	500	annuelle
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	100	6500	annuelle
Cr total	1	50	annuelle
Cr VI	0,1	2	annuelle

##### 1.2 : installations de galvanisation (conduit n°2) :

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
	Concentration (en mg/m <sup>3</sup> )	Flux en g/h	
Zn et composés	1	20	annuelle

#### 2. Contrôle des rejets :

2.1 – Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur l'ensemble des paramètres définis ci-dessus. La liste des paramètres mesurés pourra être éventuellement révisée en accord avec l'inspection des installations classées.

2.2 – Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport pour les contrôles visés au point 2.1 de la présente annexe.

2.3 – La transmission des résultats des contrôles visés au point précédent est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes
- sur les actions correctrices prises ou envisagées
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de protection, taux de charge, ...)

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL, 23 OCT. 2012

Isabelle DAPIET,  
Le Préfet.



## ANNEXE 4

### Eau

#### 1. Points et conditions de prélèvements :

Un dispositif de mesure totalisateur est mis en place et est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

#### 2. Valeurs limites et surveillance des rejets :

##### 2.1 Consommation d'eau

La consommation d'eau est limitée à :

- 2,5 m<sup>3</sup>/h en moyenne journalière
- 2000 m<sup>3</sup>/an

##### 2.2 Rejets d'eaux industrielles :

Les installations étant en "zéro rejet", l'exploitant n'est pas autorisé à rejeter des eaux industrielles dans le milieu naturel ou dans le réseau communal.

##### 2.3 Rejets d'eaux pluviales :

Polluant	Concentration limite en moyenne journalière en mg/l	Périodicité des mesures
MES	30	annuelle
DCO	150	
Indice hydrocarbure	5	
Somme des métaux	15	

#### 3. Contrôle des rejets :

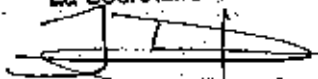
3.1 – Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur l'ensemble des paramètres définis ci-dessus. La liste des paramètres mesurés pourra être éventuellement révisée en accord avec l'inspection des installations classées.

3.2 – Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport pour les contrôles visés au point 3.1 de la présente annexe.

3.3 – La transmission des résultats des contrôles visés au point précédent est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes
- sur les actions correctrices prises ou envisagées
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de protection, taux de charge, ...)

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRETE  
PRÉFET  
La Secrétaire Générale, 23 OCT. 2012

  
Isabelle LE PRÉFET.

